



## Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

*Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?*

### *Des mesures criminelles...*

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.

### *... et stupides*

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

### *Une haine de classe*

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !

### **A la clientèle, on n'est pas les rois... ni les reines**

Toutes les agences de l'entreprise mettent en avant la « qualité de vie au travail » : café gratuit, doudounes pour se protéger du froid ou autres goodies à l'effigie du service. Mais à la clientèle, rien de tout ça.

En plus, une partie importante des collègues sont intérimaires ou CDD et c'est déjà inacceptable de faire le même travail sans avoir les mêmes droits.

Parlons entre nous des vrais problèmes, c'est le meilleur moyen de ne pas rester isolé.e.s.

### **Octobre rose en novembre**

Micmac dans les dates. Après plusieurs invitations à participer au webinaire sur le dépistage et la prévention du cancer du sein dans le cadre de l'opération « Octobre rose », celui-ci est reporté au 6 novembre. Au delà de cette sensibilisation en ligne, l'entreprise pourrait organiser avec la médecine du travail des dépistages pour celles qui le veulent.

Encore de la com' et peu de moyens pour les droits des femmes, surtout si on compare avec d'autres pays comme l'Espagne où les salariées ont droit à un congé menstruel.

### **Mauvais temps dans les jeux vidéo**

69 licenciements sont envisagés dans le studio parisien Don't Nod, soit 29 % des effectifs. La direction souhaite supprimer trois des cinq lignes de production en invoquant de mauvais résultats financiers. Chez Ubisoft, plus gros éditeur français de jeux vidéo, les syndicats STJV, Solidaires et CGT ont appelé à trois jours de grève contre ce qu'ils qualifient de plan social déguisé : la multinationale, qui enchaîne dernièrement les échecs financiers, veut imposer trois jours de travail en présentiel, sachant que de nombreux employés embauchés en 100 % télétravail vivent loin des studios et pourraient être forcés de quitter l'entreprise s'ils ne souhaitent pas déménager.

La grève, la deuxième cette année, a rassemblé plus d'un millier de personnes ce qui en fait le plus gros mouvement social de l'histoire du secteur en France. Une journée de grève a été organisée à Ubisoft Milan en solidarité. De quoi affirmer à la direction qu'elle ne peut pas jouer avec la vie des travailleurs pour maintenir ses profits.

### **Martinique : un « accord » qui fait flop**

Le 16 octobre, l'État a signé un accord avec la grande distribution et les armateurs prétendant diminuer de 20 % les prix de l'alimentaire sur l'île... qui sont 40 % plus élevés qu'en métropole. De plus, cette baisse ne serait qu'une « moyenne » et concernerait seulement 6 000 produits sur 40 000. Vent de-

bout contre cette demi-mesure, Rodrigue Petitot, une des figures de la mobilisation contre la vie chère a déclaré : « On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause. » Une manifestation s'est tenue à Fort-de-France samedi dernier. La lutte continue !

### **En Argentine, mobilisation des facs contre l'austérité**

Au nom d'un « déficit budgétaire zéro » qui vise à faire payer aux classes populaires une crise économique provoquée par la rapacité d'un patronat argentin sous perfusion du FMI, le président Milei a gelé le budget des universités, alors que l'inflation dépasse les 200 % annuels.

Une immense mobilisation en avril avait obligé à quelques réajustements. Mais quand le Parlement (où Milei est minoritaire) a voulu réévaluer le budget à la hausse, le président a opposé son veto.

Depuis le 14 octobre, les étudiants et le personnel des universités ont répondu par l'occupation de près d'une centaine de campus dans tout le pays. C'est bien la voie à suivre pour combattre ce gouvernement d'austérité et anti-ouvrier.

### **Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter**

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de publier un rapport sur les perspectives énergétiques mondiales. On y apprend qu'en 2023, « les énergies fossiles ont répondu à 80 % de la demande mondiale en énergie », contre 83 % douze ans plus tôt, soit une légère baisse en pourcentage. Mais qui cache une hausse considérable en valeur absolue, de 25 % en dix ans, de la consommation d'énergies provenant du charbon, du pétrole ou du gaz, et d'émission de gaz à effet de serre. Les catastrophes climatiques, inondations, sécheresses, cyclones et incendies vont donc continuer à se multiplier... jusqu'à ce qu'on se débarrasse du capitalisme !

### **Remerciements**

La collecte organisée lors de la dernière parution du bulletin « Révolutionnaires » nous a permis de récolter 36 euros. Nous remercions toutes et tous nos généreux donateurs et donatrices pour cette somme qui nous permettra de continuer à vous informer sur les conditions de travail, l'exploitation au quotidien, les injustices de la société capitaliste à l'échelle nationale comme internationale, mais aussi la possibilité de nous défendre tous ensemble.

Ce tract est aussi le vôtre, n'hésitez pas à nous faire part de ce que vous aimeriez voir y figurer.